

BUREAUX : RUE NAIN, 1
ABONNEMENTS :
ROUBAIX-TOURCOING: Trois mois, 12 fr.; Six mois, 23 fr.; Un an, 44 fr.
LE NORD DE LA FRANCE: Trois mois, 14 fr.; Six mois, 27 fr.; Un an, 51 fr.
ANNONCES: 20 centimes la ligne
RÉCLAMES: 25 centimes
On traite à forfait.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU NORD

PROPRIÉTAIRE-GÉRANT: A. REBOUX
ON S'ABONNE ET ON REÇOIT LES ANNONCES: A ROUBAIX, chez M. Reboux du journal, rue Nain, 1; à Lille, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée; à Paris, chez M. M. Havas, Lafitte-Bullier, 4, place de la Bourse; à Bruxelles, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

Heures de départ des trains: Roubaix à Lille, 5 15, 7 02, 8 17, 9 47, 11 37, m., 12 24, 1 56, 3 39, 5 11, 6 45, 7 33, 8 32, 9 33, 11 11, s. Roubaix à Tourcoing-Mouscron, 5 41, 7 15, 8 43, 10 17, 11 23, m., 1 19, 2 49, 4 58, 5 38, 8 13, 10 22, 11 35, s. Lille à Roubaix, 5 20, 6 55, 8 25, 9 55, 11 05, 12 57, 2 28, 4 40, 5 20, 6 55, 7 55, 9 05, 11 15, Tourcoing à Roubaix et Lille, 5 08, 6 53, 8 08, 9 41, 11 28, 12 15, 1 47, 3 37, 5 02, 6 06, 7 24, 8 23, 9 24, 11 02, Mouscron à Lille, 6 35, 7 50, 9 22, 11 40, 11 57, 3 13, 4 42, 5 49, 7 02, 9 00

BOURSE DE PARIS

Table with 2 columns: Instrument (e.g., 3 0/0, 4 1/2, Emprunt 1872) and Price (e.g., 58 25, 84 40, 93 50).

ROUBAIX, 2 FEVRIER 1874

BULLETIN DU JOUR

Les premières nouvelles électorales que le télégraphe nous transmet de Londres sont défavorables au cabinet Gladstone et au parti libéral. Des quarante-huit nominations connues, vingt-huit sont échues au parti conservateur et vingt seulement aux libéraux. Dans les vingt-huit sièges conquis par les conservateurs, l'on cite ceux de Guildford, Chatham, Kidderminster, Maidstone, And-Over et North-Lincolnsbire, où les candidats conservateurs sont parvenus à évincer leurs compétiteurs libéraux, tandis que ceux-ci ne sont parvenus à éliminer, jusqu'ici, qu'un seul conservateur, à Banstaple.

projet de loi présenté par M. Cairoli et d'autres députés de la gauche, demandant le suffrage universel. La chambre discute en ce moment le projet de loi sur l'instruction obligatoire.

La questure de Florence n'est depuis deux jours occupée qu'à faire effacer sur tous les murs de la ville des inscriptions séditieuses; c'était surtout dans les environs de la place de l'Indépendance où se tient la foire du carnaval que les murailles en étaient couvertes; ainsi, rue Santa-Réparata, on lisait en lettres énormes: Si vous ne voulez pas mourir infâmes, donnez du travail au peuple; rue Nationale: Plus de travail et moins de fêtes. Honni soit le carnaval car j'ai faim. Mort à Peruzzi, mort au roi d'Italie, vive la République! Ces manifestations, qui parlent assez par elles-mêmes, prennent encore un caractère plus grave en raison de la saisie de circulaires et de proclamations imprimées qu'on a fait récemment et des perquisitions opérées, ces jours derniers, dans un grand nombre de villes d'Italie, chez les membres de certaines sociétés démocratiques.

L'Italia militare dit que des mesures ont été prises pour que, dans le courant de ce trimestre, soixante régiments d'infanterie soient complètement armés du nouveau fusil, modèle de 1870 (Vetterli.)

Contradictions

Il est bon d'entendre certains hommes condamner publiquement, sans le vouloir, les manœuvres de leur parti et chatier leur propre passé.

A la séance de jeudi dernier, M. Gambetta nous a donné ce double spectacle, et en l'écoutant, nous admirions à la fois son prodigieux manque de mémoire et la désinvolture avec laquelle il infligeait à lui-même et à ses amis la leçon la plus inattendue.

Il s'agissait d'une proposition du général Loysel, tendant à adjoindre la commission de réorganisation de l'armée à celle du budget pour la préparation du budget du ministère de la guerre. Appréciant que ces deux commissions, en travaillant séparément, ne sont pas parvenues à donner une impulsion suffisante à la reconstitution de nos forces militaires, M. Gambetta a appuyé la motion Loysel, mais par quels arguments!

L'ex-dictateur du 4 Septembre, l'un des principaux meneurs de ces hommes qui ont publiquement empêché une armée suffisante pour la victoire d'être constituée, celui-là même vient déclarer aujourd'hui que l'exécution de la loi militaire est décisive pour notre avenir; il s'élève contre les résistances de la commission du budget; il jette enfin à son auditoire étonné cette déclaration: « Quand on ne fait pas le superflu, en matière de guerre, on ne fait pas le nécessaire. »

Cela est vrai; mais s'il en est ainsi, ils sont des coupables bien odieux, ceux qui, en 1869, ont déployé tant d'ardeur

pour empêcher que le gouvernement français pût faire même « le nécessaire » pour la défense du pays. Ce sont les mêmes qui, à la faveur des revers qu'ils avaient ainsi rendus inévitables, se ruèrent ensuite sur le pouvoir et devenaient les maîtres du 4 septembre.

Comment expliquer que le langage de 1874 soit un désaveu complet au langage des votes de 1869?

On déclare aujourd'hui qu'il faut faire « le superflu pour avoir le nécessaire. » Quelle était donc la comédie inqualifiable que jouaient les hommes de la gauche, lorsqu'en 1867, en 1868, en 1869, ils luttaient de toutes leurs forces contre l'augmentation (si nécessaire) de notre armée?

Le 19 décembre 1867, M. Jules Simon, prononçait un long et hypocrite discours contre la loi qui devait élever les contingents. Il disait:

«... Enfin, au point de vue de la toute-puissance impériale, le pouvoir absolu de l'empereur pour déclarer la guerre s'appuiera sur un plus grand nombre de soldats.»

Ce qui fait le soldat indomptable, c'est la cause qu'il soutient (très-bien!). Il en est une que nous ne défendons pas, malheureusement une cause sensée, légitime et qui rendrait nos soldats invincibles: cette cause, c'est LA LIBERTÉ. (Vive approbation à la gauche de l'orateur.) Croyez-moi, embrassez cette cause: in hoc signo vinces; autrement, vous pourrez avoir des agglomérations de soldats, vous n'aurez pas d'armée.

Il faut admettre que les soldats de M. de Bismarck avaient dans leur sac un prodigieux bagage de « liberté », si l'on en juge par leurs victoires.

Ecoutez M. Magnin, un autre compère de M. Gambetta au 4 septembre. Il a l'impudence de féliciter ceux qui ont refusé des soldats à la France:

Vous savez, disait M. Magnin, quelle explosion de cris s'éleva dans toute la France à l'annonce de ce projet de loi. Personne ne pouvait et ne voulait l'accepter.

«... Ici, messieurs, il y eut encore une opposition très-vive, très-ardente, au projet de loi, opposition à laquelle notre commission s'est associée dans une certaine mesure, ce dont je la félicite hautement. (Discours de M. Magnin.)»

Après Sadowa, lorsque le gouvernement français mesura dans sa réalité l'énormité des forces prussiennes, il demanda une armée de 1,200,000 hommes. C'est à cette demande que répondent les orateurs que nous venons de citer. M. Thiers, lui-même, repoussa cette demande du nécessaire. C'est alors qu'il prononça ce discours fameux et ridiculement aveugle qui disait:

«... Mais je le demande, où a-t-on vu ces forces formidables? Il ne faut pas se fier à cette fantasmagorie de chiffres... ce sont là des fables qui n'ont jamais aucune espèce de réalité. (Approbation autour de l'orateur.) Donc qu'on se rassure, notre armée suffira pour arrêter l'ennemi. Derrière elle, le pays aura le temps de respirer (sic) et d'organiser tranquillement ses réserves.»

Et M. Picard, lui aussi, a fait son discours contre les préparatifs militaires

de la France. Voici son langage à la séance du 21 décembre 1867:

Le système qui consiste à mettre entre les mains du pouvoir un nombre considérable d'hommes est un système bêtard.

«... Si vous voulez avoir 800,000 hommes et 1,200,000 avec la garde mobile, il faut renoncer à ce que donne le travail, renoncer à de bonnes finances, au développement de la marine, qui n'est pas moins indispensable à la défense du pays. Vous verrez alors ce que vous aurez, en définitive, gagné d'un côté et perdu de l'autre.»

Nous savons ce que la France a perdu à avoir écouté M. Picard.

Dans cette même séance, M. Garnier-Pagès (à son âge!) s'écriait:

«Donnez la liberté au pays, vous pourrez le désarmer!»

La Prusse eut-elle jamais de meilleurs auxiliaires? Que devait-on dire, à l'étranger et en Allemagne surtout, de cette gauche, de ces hommes qui, devant le terrible enseignement de Sadowa, tenaient un pareil langage?

En 1869, le gouvernement français, voyant approcher le danger, danger cré par sa détestable politique, il faut bien le reconnaître, renouvelait ses efforts pour obtenir les contingents militaires les plus élevés possibles. Sait-on ce que firent alors les futurs gouvernants du 4 septembre, les députés de ce groupe de la gauche dont M. Gambetta devint le plus bruyant ornement?

On lit dans le procès-verbal de la séance du 13 avril 1869:

M. LE PRÉSIDENT SCHNEIDER. La Chambre s'est arrêtée hier à la 3^e section du ministère de la guerre:

3^e section. — Solde et entretien des troupes 297 millions 993,802 fr.»

Il y a sur cette section un amendement présenté par MM. Pelletan, Hénon, Paul Bethmont, Jules Simon, le duc de Marmier, Magnin, Dorian, Garnier-Pagès, Carnot, Girod-Pouzol, le comte d'Estourmel, Glais-Bizoin, Jules Favre, Guérault, Piéron-Leroy.

J'en donne lecture. «La garde impériale est supprimée, et l'effectif entretenu de l'armée est réduit de deux cent mille hommes.»

L'armée française réduite à deux cent mille hommes! Voilà les hommes du 4 septembre, ces mêmes républicains patriotes qui ont le plus accusé le gouvernement de n'avoir pas su préparer des forces suffisantes, et qui prétendent avoir voulu sauver le pays!

Aujourd'hui, le plus loquace et le plus dictateur de ce groupe de septembriseurs déclare à la tribune « qu'en matière de guerre, ne pas faire le superflu, c'est ne pas faire le nécessaire. »

Que faisiez donc en 1869 tous ceux qui demandaient de réduire l'armée à deux cent mille hommes? De quel nom faut-il les qualifier?

Pendant que cette collection de bavards paralysait les efforts du gouvernement français et nous livrait à la pitié de l'Europe, M. de Bismarck accomplissait ses préparatifs militaires, malgré son Parlement, et préparait la victoire.

C'est un grand malheur pour la France qu'on n'ait pas traité comme ils le méritaient les parleurs qui, chez nous, ont tout fait pour préparer la défaite!

Qu'auraient-ils donc proposé à la Chambre s'ils avaient été Prussiens? (Patric.)

L'incident La Marmora

Voici le texte de la lettre que le général La Marmora a adressée à l'Opinion:

Florence, 26 janvier.

M. le directeur du journal l'Opinion, ayant été informé des graves accusations qui ont été dirigées contre moi à la Chambre des députés de Berlin du 16 janvier courant, et des autres qu'on a ensuite répandues dans un grand nombre de journaux allemands, je vous prie de bien vouloir publier dans votre respectable journal cette déclaration de ma part.

Le prince de Bismarck, en se défendant du reproche d'avoir un moment pensé à la cession d'un morceau quelconque du territoire allemand, qui lui a été adressé dans la séance du 16 janvier, affirmait que cette accusation n'était que l'écho d'une infâme calomnie, ourdie à l'étranger dans le seul but de dénigrer sa réputation.

Si la chose se fut arrêtée là, ma réponse aurait été très-facile. Comme je n'avais absolument rien affirmé, l'accusation de calomnie ne pouvait être dirigée contre moi.

Mais quant au général Govone, auteur du document qui avait servi de texte aux attaques de M. Mallinkrodt, tous ceux qui ont connu ce général, prudemment enlevé à l'Italie et également renommé pour sa valeur, pour sa capacité et son intégrité, savent que, s'il a pu se tromper en attribuant à quelques expressions du ministre prussien un sens qu'elles n'avaient pas, il était certainement incapable d'altérer sciemment la vérité, ni d'inventer ou de répandre des calomnies sur le compte de qui que ce soit.

Mais le Moniteur prussien porte maintenant la question sur un tout autre terrain. Il s'agit de la note du comte Usedom datée du 12 juin 1866. Si les accusations qui sont portées étaient vraies, ce document serait comme les autres qui contiennent mon livre: « Un peu plus de lumière sur les événements politiques et militaires de l'année 1866, » falsifié de fond en comble. Et la preuve du faux s'infirmerait de ce que j'aurais mutilé cette note de façon à en changer entièrement le sens. Résolu à opposer à la provocation insolite du grand-chancelier et de la presse officieuse allemande le calme que je trouve dans la sécurité de ma conscience, je me bornerai à reproduire ici intégralement la lettre particulière que m'écrivait le ministre Usedom, en soulignant la partie que j'avais omise dans mon livre, par égard pour la personne qui y est nommée.

Voici la lettre entière:

Florence, 12 juin 1866.

Par un télégramme arrivé cette nuit, le comte de Bismarck me fait savoir qu'il attend au commencement des hostilités dans peu de jours.

Par rapport à l'affaire hongroise, « le » comte Czoky, que vous m'avez adressé dans le temps et que j'avais à mon tour recommandé au comte de Bismarck, s'est rendu dernièrement à Berlin, où il a trouvé un très bon accueil.»

Le comte de Bismarck m'ordonne en ce moment même de communiquer à Votre

Feuilleton du Journal de Roubaix

DU 3 FÉVRIER 1874

MARI DE LAURENCE

Par M^{me} Claire de CHANDENEUX

PREMIÈRE PARTIE Récit

— Je ne découvre pas, je ne cherche rien, dis-je froidement. Je ne crois pas qu'il y ait le moindre secret à divulguer ici.

— Qu'en savez-vous?

Elle se leva, s'approcha de moi et mit sa main sur le livre.

Je m'écartai silencieusement.

— Vous êtes un homme précieux, mon cousin, reprit-elle avec ironie. Vous compulez les bibliothèques closes et lisez couramment dans les choses où de plus intéressées que vous, certes, n'ont jamais lu bien clairement.

Elle se pencha sur la marge écrite, la dévora du regard et me tendant le livre avec un geste superbe:

— Je vous calomniais, je le calomniais surtout. Il n'écrivait pas, lui, ce qu'un indiscret aurait pu déchiffrer quelque jour.

— Ma cousine...

Elle m'arrêta par un sourire qui soulevait cruellement sa pensée.

— Celui qui écrivait ici, M. de Létory, eut un secret qu'il sut garder. Sachez donc l'imiter au moins, vous qui n'écrivez pas, mais qui parlez.

Cette fois, j'avais compris. Hedwige avait entendu cette exclamation, triste et folle dans ma bouche, dont le sens ne lui avait pas échappé.

J'étais à la fois coupable et ridicule. Le sang me monta au front, un mot, que j'eusse bien regretté plus tard, me vint aux lèvres: « C'était elle qu'il aimait et c'est elle que j'aime, » eusse-je voulu crier à l'implacable fille.

Dieu me vint en aide. Ce mot, je ne le prononçai pas. Hedwige, droite et sèche, sortit sans m'accorder un regard.

Je me sentis expulsé de fait de cette laborieuse retraite. La fille aimée de mon bienfaiteur m'y avait fait entendre une voix inexorable et vraie.

Je laissai le livre ouvert à la page... Pauvre triste page!... afin que Wilhelmine la trouvât un jour et peut-être la comprit.

Il me fallut un peu de courage et un certain combat intérieur avant de faire cela. Mon premier mouvement, le plus mauvais sans doute, m'avait porté à dissimuler le livre révélateur tout au fond de la bibliothèque.

Et pourquoi avais-je le droit de priver ma cousine d'une consolation? Était-il juste et loyal de substituer ma personnalité égoïste à un souvenir pieusement gardé?

Je laissais donc le livre et sortis len-

tement, lentement, en jetant un regard de regret sur ces meubles que je ne verrai plus.

Au moment où je venais de refermer la porte, un pas vif montait l'escalier. Wilhelmine m'appela de sa voix d'or:

— Me voici. Ne vous hâtez pas tant de fermer, disait-elle.

Je frissonnai en songeant qu'elle aurait pu venir plus tôt, me surprendre comme Hedwige l'avait fait, et deviner mon secret à moi.

Je vins à elle, la clé à la main et la lui présentai.

— Prenez-la, lui dis-je. Gardez-la.

— La garder!... Pourquoi donc?

— Je lui dois de bonnes heures. Maintenant, c'est le tour des heures sans illusion.

— Je ne vous comprends absolument pas, mon cousin, répondit-elle en me regardant avec étonnement; mais je vous sais toujours sincère. Si vous avez un motif pour ne plus venir ici, je dois le croire sérieux.

— Et, prenant la clé, elle la replaça à sa ceinture, comme autrefois.

Lut-elle la note plaintive de Franck? Devina-t-elle le rapprochement que j'avais osé faire entre des sentiments envolés dans la mort et des sentiments étouffés dans la vie?

Rien ne le révéla sur cette physionomie angélique. Gracieuse et bonne comme une sœur, elle ne changea pas avec moi de manières ni de langage. Hedwige, satisfaite sans doute de m'avoir lancé

en plein cœur un avertissement, paraissait avoir oublié la petite scène dont elle m'avait soufflé.

Elle ne m'honorait ni de sa sympathie ni de son intérêt. Je devais être pour elle, à cette époque, quelque chose comme un meuble du bureau, nécessaire à la maison de banque, et rien de plus.

Cette maison de banque, si solide et si estimée, fut, au printemps suivant, ébranlée par la crise financière russe, dont elle ressentit durement le contre-coup.

Ses paiements durent être multipliés; mon oncle en ressentit quelques inquiétudes et me manda un matin dans son cabinet pour m'en faire part.

Quoique jouissant de sa confiance, dans le sens le plus large du mot, je n'étais pas habitué de sa part à des confidences privées.

Cette démarche me surprit donc tout d'abord et me troubla bientôt, quand je saisis aux premières phrases de son ouverture, le motif qui l'y avait amené.

Mon oncle avait à Moscou un correspondant dont les agissements lui paraissaient, à juste titre, singulièrement douteux. Si sa conduite ambiguë provenait de la situation difficile faite au pays tout entier, il était injuste d'en faire peser sur sa gestion toute la responsabilité.

Si, au contraire, des spéculations hasardeuses menaçaient son crédit, il était peu prudent d'ébruiter les inquiétudes qui en pouvaient naître.

Bref, M. de Stoneim voulait envoyer, auprès de la maison douteuse, un homme sûr, qui eût l'adresse de démêler la vérité de l'erreur, un homme du monde, qui sût apporter dans cette tâche épineuse toute la délicatesse voulue.

Mon oncle avait jugé que je pouvais lui rendre ce service.

Je restai anéanti devant cette proposition, qui était un ordre. Paris!... Encore un exil!... Encore l'isolement! Le doux visage de Wilhelmine traversa, comme une vision aussitôt envolée, mon effacement intérieur.

Dieu le voulait. La raison était d'accord avec la volonté divine. Mais combien dure était la voix de la raison.

— Quand faut-il partir? demandai-je à mon oncle.

— Demain. Vous viendrez travailler ce soir avec moi.

Je me retirai en échangeant un salut silencieux avec M. Liemann, qui venait d'entrer.

M. Liemann était extrêmement changé. Et, chose étrange, ce changement, que la pauvre Laurence n'avait pu obtenir par sa bonne grâce et ses prières, était dû à la catastrophe que l'on sait.

Le banquier était devenu grave, peu causeur, avec un peu de tristesse, des yeux vaguement troublés et une disposition à la sauvagerie qu'on ne lui connaissait pas.